

L'ère des technocrates



VINCENT
LABORDERIE

Politologue
à l'UCLouvain

«**I**l viendra un temps où il faudra remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses». Faussement attribuée à Saint-Simon, cette formule illustre parfaitement la pensée technocratique. Elle est aussi remarquablement adaptée à la gestion de la crise du Covid en Belgique. Les hommes y ont été remplacés par des courbes et des chiffres. Ces derniers représentent bien des êtres humains (morts, hospitalisés, ou «positifs»), mais sans que ceux-ci n'aient rien à dire sur leurs conditions et leurs souhaits.

On est parti du principe que toutes les vies – et donc toutes les morts – se valent. Dans les statistiques Covid, un homme mort entouré par sa famille est une unité, comme le même homme mort seul, abandonné de tous. Après tout, la solitude n'est pas quantifiable.

Un autre aspect de la vision technocratique, c'est que le choix politique n'existe pas. La science ordonne de confiner ou de déconfiner, sans tenir compte de l'avis de ces (dé)confinés qui n'y connaissent rien. Il n'y a plus de choix, mais simplement des décisions courageuses à prendre pour le bien commun.

«There is no alternative»

Margaret Thatcher avait eu cette formule qui fit date: «There is no alternative». Elle se basait alors sur le savoir d'économistes qui, déjà grâce à des modèles, expliquaient que le néo-libéralisme était la voie de la prospérité. Ces recettes, appliquées dans plusieurs pays du sud, entraînaient de véritables désastres économiques et sociaux.

En convoquant lundi une conférence de presse pour présenter les «faits» et «donner de la place à la science», Alexander De Croo appliquait la même approche à la crise sanitaire.

Mais la réalité est à la fois plus complexe et plus triviale: la technocratie ne consiste pas à donner le pouvoir à la science, mais, pour un politique ou un scientifique, à user de la science pour assurer son pouvoir.

Car ce lundi, le Premier ministre n'a pas donné la parole à «la science», mais à un scientifique dont les travaux soutiennent le maintien du confinement jusqu'au 1er avril. Mais il aurait été au moins aussi scientifique de donner la parole au professeur Nathan Clumeck, qui aurait pu expliquer par A+B pourquoi rouvrir les lieux de culture ne risque aucunement de relancer l'épidémie.

La science instrumentalisée

Car il ne faut rien connaître à la démarche scientifique pour croire que la science est univoque. Celle-ci est faite de doutes, de débats contradictoires, et d'allers-retours



Steven Van Gucht (Sciensano), le Premier ministre Alexander De Croo and Yves Van Laethem (Sciensano). © BELGA

entre la théorie et les faits empiriquement observés. Dans cette crise, elle a pourtant été le prétexte à des commandements et des révélations, dont il convient de ne pas s'écarter. À défaut, on reçoit des excommunications sous la forme d'étiquettes: rassuriste, complotiste, anti-science, eugéniste... Mais rarement l'instrumentalisation de la science au profit d'un objectif politique aura été aussi grossière que ce lundi.

Sur un plan plus politique, on mesure encore mal ce qui s'est passé autour de cette conférence de presse. Dans un gouvernement, les tensions entre les positions antagonistes des partenaires ne sont pas rares. Le rôle du Premier ministre est alors de tenter de les concilier et de proposer une synthèse acceptable par tous. Il se place au-dessus de la mêlée, le vice-premier de son parti étant chargé de défendre les intérêts de ce dernier.

Un Premier ministre hors-sol

Mais cette semaine, Alexander De Croo a abandonné cette position pour se ranger dans un camp: celui de l'approche restrictive de Franck Vandenbroucke et des experts du Gems, au détriment de la position pro-déconfinement défendue par le MR et Ecolo. Plus grave, il a tenu cette conférence de presse sans consulter ses partenaires de coalition francophones. On a rarement (jamais?) vu une telle entorse au principe de collégialité de l'action gouvernementale, en particulier lorsqu'il s'agit de mettre de côté l'ensemble des partenaires d'un groupe linguistique.

Ce lundi, Alexander De Croo ne parlait donc pas au nom du gouvernement belge,

même s'il en donnait l'illusion. Il était un Premier ministre politiquement hors-sol, entouré de scientifiques venus appuyer son propos. À moins que ce soit l'inverse? On peut en effet se demander qui instrumentalise qui dans cette configuration inédite. Rappelons simplement que la dernière fois que M. De Croo a cassé les codes de la politique belge, ce fut pour faire chuter le gouvernement Leterme sur BHV et mener la N-VA à des sommets électoraux.

L'ordinateur central a décidé

Mais le plus dangereux dans le message délivré est certainement l'impression d'éloignement des préoccupations et des

souffrances des citoyens, balayées par un indicateur qui, opportunément, présente une politique belge de confinement moins dure que celle de ses voisins.

Aux étudiants au bord du suicide, aux chômeurs qui ont recours à l'aide alimentaire et aux restaurateurs ruinés, on répond que l'ordinateur central a décidé que, finalement, ils pouvaient s'estimer heureux. L'algorithme a apparemment oublié une dimension fondamentale: le problème du confinement belge n'est pas sa dureté, mais sa durée. Quel contraste entre cette communication technocratique et l'exposé de la situation, parfois préoccupante, parfois catastrophique, de pans entiers de la société belge qui nous est présentée par ailleurs!

On pointera particulièrement les préoccupations avancées par Christos Doukeridis dans une lettre ouverte qui a l'avantage d'être générale et non sectorielle. Le bourgmestre d'Ixelles se fait le relais de la souffrance des citoyens ressentie par les élus locaux et que, logiquement, ils ne savent plus gérer. Un discours qui ne semble absolument pas atteindre le gouvernement fédéral.

Face à la réponse technocratique, le risque est grand de voir les citoyens en souffrance se tourner vers des discours faciles, qui prétendraient représenter le vrai peuple, incompris par ses dirigeants. Rappelons que presque tous les partis de gouvernement participent aux décisions prises en comité de concertation. Dans une telle configuration, le risque est grand qu'à l'ère des technocrates, succède le temps des populistes.

La technocratie ne consiste pas à donner le pouvoir à la science, mais, pour un politique ou un scientifique, à user de la science pour assurer son pouvoir.